

Etablissement public à caractère
administratif 73, avenue de Paris
94160 SAINT-MANDE
Code T.V.A. de l'IGN : FR 18180067019

Représenté par M. Sébastien Soriano, Directeur général de l'IGN, nommé par décret du 3
janvier 2025 (JORF n°0003 du 4 janvier 2025)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Numéro GBM 25028

Marché relatif à la prestation de collecte, de traitement et de la valorisation des déchets sur le site IGN de Saint-Mandé (94)

Appel d'offres ouvert passé en application des articles L2124 -2, R2124-2 et
suivants du Code de la commande publique

Service responsable de la passation du marché :
Secrétariat Général Service des Achats et des Marchés
Département des marchés 73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3 – PHASE DE DEPLOIEMENT	3
ARTICLE 4 – LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 5 – DESCRIPTIF DES DECHETS A COLLECTER.....	4
5.1 LOT 1 : DECHETS INDUSTRIELS DANGEREUX	4
5.2 LOT 2 - NETTOYAGE DES BACS DE GRAISSE ET A FECULE.....	5
5.3 LOT 3 – RECEPTACLES D'HYGIENE FEMININE.....	5
4.4 LOT 4 : DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ET ASSIMILES (DASRI)	6
4.6 LOT 5 : DECHETS INDUSTRIELS BANALS STOCKES EN BENNE	7
ARTICLE 5 – ORGANISATION DE LA COLLECTE	7
ARTICLE 6 – MODALITES DE VALORISATION DES DECHETS	8
ARTICLE 7 – TRACABILITE – TRAITEMENT – RECYCLAGE - TRANSPARENCE	9
ARTICLE 8 – OPERATIONS DE CONTROLE DE L'EXECUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATION	9
8.1 CONTROLES A LA CHARGE DU TITULAIRE.....	9
8.2 CONTROLES REALISES PAR L'IGN.....	10
ARTICLE 9 – INSTANCES DE PILOTAGE ET DE SUIVI	10
ARTICLE 10 – REPRISE DU MATERIEL EN FIN DE MARCHE	10
ARTICLE 11- CONTEXTE REGLEMENTAIRE GENERAL.....	10
ARTICLE 12- CONTEXTE REGLEMENTAIRE CONCERNANT LES DECHETS	11
ARTICLE 13- CONTEXTE REGLEMENTAIRE CONCERNANT LES DECHETS DANGEREUX.....	11

Annexes :

- Plan général du site
- Lot 1 : annexes « IMPRIM'VERT » et FDS

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la collecte, le traitement et la valorisation des déchets sur le site IGN de Saint-Mandé (94)

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Le marché est constitué de 5 lots :

- Lot 1 : Déchets industriels dangereux.
- Lot 2 : Nettoyage des bacs de graisse et à féculé.
- Lot 3 : Réceptacles d'hygiène féminine.
- Lot 4 : Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.
- Lot 5 : Déchets industriels banals (DIB) et recyclables.

La consultation donnera lieu à la signature de cinq (5) marchés conformément à l'article 2162-1 à 6 du Code de la commande publique avec un titulaire (lot mono-attributaire).

Un même candidat pourra être titulaire de plusieurs lots.

ARTICLE 3 – PHASE DE DEPLOIEMENT

Pour chaque lot, le délai entre la date de notification du marché et sa date de prise d'effet a pour objet de permettre au titulaire de s'organiser pour la réalisation des prestations.

Lot	Intitulé du lot	Début d'exécution
Lot 1	Collecte, traitement et valorisation des Déchets industriels dangereux	01/08/2025
Lot 2	Nettoyage des bacs de graisse et a féculé	01/08/2025
Lot 3	Location, collecte, traitement et valorisation des réceptacles hygiène féminines	01/08/2025
Lot 4	Collecte, traitement et valorisation des DASRI	01/08/2025
Lot 5	Collecte, traitement et valorisation des Déchets industriels banals	01/08/2025

ARTICLE 4 – LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'adresse du lieu d'exécution est la suivante :

Institut national de l'information géographique et
forestière 73 avenue de Paris
94160 Saint-Mandé

Les prestations objet du marché doivent être exécutées dans le respect des règles de l'art, de la législation et des normes en vigueur.

Le plan général du site est annexé au présent CCTP.

ARTICLE 5 – DESCRIPTIF DES DECHETS A COLLECTER

5.1 LOT 1 : DECHETS INDUSTRIELS DANGEREUX

L'imprimerie de l'IGN possède la certification Imprim'vert. (<https://www.imprimvert.fr/>)

La marque Imprim'Vert® a pour objectif de favoriser la mise en place, par les entreprises exerçant des activités d'impression, d'actions concrètes conduisant à une diminution des impacts de l'activité sur l'environnement.

L'obtention et le maintien de cette marque demande de faire éliminer, au moins une fois par an, selon une filière conforme à la réglementation et preuves à l'appui les déchets.

L'imprimerie de l'IGN doit, à ce titre, pouvoir justifier de l'enlèvement de l'ensemble de ses déchets.

Les prestations comprennent :

- L'audit en début de marché puis annuel des besoins,
- La détermination, pour chaque type de déchet des codes UN, des codes CED, des pictogrammes et des normes de sécurité à respecter (conditionnement spécifique, stockage, ...),
- L'enlèvement de-s palette-s sur demande de l'IGN,
- La collecte sur le site de Saint-Mandé et le transport en véhicules agréés jusqu'à un centre de traitement agréé,
- L'élimination des déchets dans un centre de traitement agréé.

La collecte de ces déchets est ponctuelle (1 à 2 fois par an). L'IGN émettra un bon de commande au fur et à mesure des besoins. Le titulaire mentionnera les modalités de prise en charge des interventions.

Les déchets seront conditionnés par l'IGN sur palette (la palette sera fournie par l'IGN)

Les types de déchets pouvant être pris en charge par le titulaire sont mentionnés dans le tableau suivant :

Description de déchets	Code CED (à titre indicatif)	Nature	Quantité estimative des volumes traités annuellement (information non contractuelle)
Gomme (RC795 A AGFA)*	070199	Liquide organique non halogène	140 Litres
évélateur- Fixateur (Amigo clean-out solution AGFA)*	090104	Acide \Base minéraux	1400 Litres
Produits chimiques détergents	070601	Acide \Base minéraux	150 Litres
Solution de Mouillage vidange de Technotrans*	140603	Eau + alcool + additifs + traces d'encre	1000 Litres
Huile de vidange	130204	Liquide organique non halogène	150 Litres
Peinture	070399	Liquide organique non halogène	1 palette 650L Ponctuel

Batteries	160600	Piles accumulateurs	1 palette 650L Ponctuel
Déchets d'imprimerie (encres chiffons,...)	150106	Emballages et matériaux souillés	1300 kg
Aérosols	140603	Aérosols	20 aérosols
Piles	160605	Piles/ batteries	1 palette 650L Ponctuel
Liquide de refroidissement (ANTIFROGEN N)*		Liquide de refroidissement	260 litres tous les 2 ans
Bidons vides souillés			

* Nom du produit actuel donné à titre indicatif, non contractuel. Les fiches de sécurité sont annexées au CCTP à titre d'information, les produits pouvant évoluer pendant la durée du marché.

5.2 LOT 2 - NETTOYAGE DES BACS DE GRAISSE ET A FECULE

La prestation comprend :

- Le pompage et le nettoyage d'un bac de graisse de 4 m³ situé entre les bâtiments L et B, toutes les 6 semaines, tôt le matin avec un passage avant 6H30.
- Le pompage et le nettoyage d'un bac à fécule de 6 m³ situé entre les bâtiments A et B, tous les trois mois, tôt le matin avec un passage avant 6H30.
- Le curage en amont et en aval des bacs sur 5 mètres linéaires.
- L'acheminement et traitement des graisses dans un centre agréé.

Un planning d'intervention des passages sera établi au début de la prestation et remis à jour chaque année.

Le candidat décrira le mode opératoire pour le nettoyage désinfection ainsi que la méthode de traçabilité de ces nettoyages.

Sur l'année 2024, le nombre de passage était de :

- Pour le bac à graisse : 8 passages (01-02-04-06-08-09-11-12/2024)
- Pour le bac à fécule : 4 passages :(02-05-08-11/2024

Ces éléments sont communiqués à titre indicatif.

5.3 LOT 3 – RECEPTACLES D'HYGIENE FEMININE

Les prestations comprennent :

- La mise à disposition et l'installation des appareils qui reste la propriété du titulaire.
- L'approvisionnement des équipements en produits consommables et en pièces détachées.
- La réparation, le remplacement, la vérification et entretien des équipements qui doivent être maintenus en bon état de fonctionnement pendant toute la durée d'exécution du marché. Les détériorations résultant d'acte de vandalisme ne sont pas couvertes par le présent marché.

- L'échange **bimensuel** de containers. Les containers devront être échangés (pas de système de sacs poubelles).
- A chaque rotation, le prestataire remettra à l'IGN un bon d'intervention.
- L'élimination des déchets selon les textes en vigueur.
- La reprise des appareils installés en fin de marché.

Un planning prévisionnel des interventions sera défini en début de prestation.

Le plan d'implantation des réceptacles est défini et peut-être modifié, en cours d'exécution, par l'IGN qui en avisera le titulaire au moins une semaine avant la date de passage du technicien sur le site.

Bâtiments Saint Mandé	Nombre actuel d'appareils
A	26
B	24
J	1
K	4
P	3
TOTAL	58

4.4 LOT 4 : DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ET ASSIMILES (DASRI)

Dans les locaux des infirmeries de l'IGN et de Météo France sur le site.

La prestation comprend :

- La mise à disposition des containers.
- L'échange mensuel sur site des containers.
- L'élimination des déchets.
- La reprise des appareils installés en fin de marché.

Les besoins actuels sont :

Dans les locaux de l'IGN : (Bâtiment B)

- deux containers de déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés de 30 litres (ou contenance la plus proche).
- deux containers de déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés de 5 litres (ou contenance la plus proche).
-

Météo France (Bâtiment A)

- deux containers de déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés de 30 litres (ou contenance la plus proche).
- deux containers de déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés de 5 litres (ou contenance la plus proche).

Le titulaire devra se conformer à l'arrêté du 20 avril 2020 modifiant l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux

modalités d'entreposage des DASRI ainsi qu'à toutes évolutions et modifications de la loi.

La fréquence de collecte devra respecter les règles en vigueur. En cas de jours chômés par la personne publique, la collecte s'effectue le premier jour ouvré suivant.

Un planning prévisionnel des interventions sera défini en début de prestation, pour la première année.

4.6 LOT 5 : DECHETS INDUSTRIELS BANALS STOCKES EN BENNE

Il s'agit des déchets que l'IGN ne souhaite pas trier par ses propres soins. Ceux-ci sont donc récupérés en l'état, le titulaire du marché ayant la charge du tri et du traitement de ces déchets.

Les Déchets Industriels Banals (DIB), excluant les déchets d'éléments d'ameublement (DEA), sont définis comme des déchets non dangereux issus d'activités économiques ou domestiques.

Les DIB incluent typiquement des objets volumineux ou encombrants issus des activités économiques (logistique et technique) tels que des matériaux de construction (bois de construction, gravats, ferraille et chute de tuyauterie, etc), ou matériaux d'équipements technique (plastique, métal), éléments de filtration et éléments qui n'entreraient pas dans le cadre des déchets D3E, DEA et autres éléments valorisables dont la constitution est faite de matière diverses et composites difficilement dissociables.

La prestation comprend :

- La mise à disposition d'une benne de 10m³ ou 20m³ (précisé dans le bon de commande),
- La collecte sur le site de Saint-Mandé et le transport en véhicules agréés jusqu'à un centre de traitement agréé,
- Le tri et le traitement des déchets.
- La reprise de la benne en fin de marché.

La collecte de ces déchets est ponctuelle. L'IGN en fera la demande au préalable par l'intermédiaire d'un bon de commande.

Description de déchets	Nombre de passage estimatif (information non contractuelle)	Fréquence de rotation	Mode de stockage actuel	Mode du traitement	Achat
DIB	8 passages annuels	A la demande de l'IGN	1 benne 20m ³ ouverte	Evacuation Valorisation	L'entreprise proposera le cas échéant une offre de rachat à la Tonne

ARTICLE 5 – ORGANISATION DE LA COLLECTE

Le titulaire assure les prestations de chaque lot en respectant les contraintes horaires et d'accès au site de 6h30 à 17h00, du lundi au vendredi, excepté les lendemains des jours non travaillés à l'IGN, dont l'information sera communiquée ultérieurement au titulaire.

Chaque intervention du titulaire devra être planifiée au préalable avec un délai de 24/48 heures.

En cas de souillure des abords lors des interventions sur site, le prestataire assure le nettoyage des lieux afin de les rendre à leur état initial.

Les enlèvements s'effectueront dans un délai maximum de 48h ou selon un échéancier établi chaque année

selon les lots.

La demande de rotation pour les lots 1 et 5 se fera sur demande de l'IGN, par courriel (batiments@ign.fr) et le délai d'intervention courra à partir de l'accusé de réception. Le prestataire préviendra systématiquement un représentant de l'établissement de la date et de l'heure de l'enlèvement afin que ce dernier assiste à l'enlèvement et contre signe les bordereaux de suivi déchets dans le cas d'un enlèvement ponctuel.

Chaque enlèvement devra faire l'objet d'un bordereau d'enlèvement (conformément aux dispositions du Code de l'environnement), soit Cerfa pour les filières qui l'exigent, soit bon de pesée ou d'enlèvement. Celui –ci devra mentionner au minimum, une estimation des quantités de déchets enlevés (ou un poids précis si pesée à l'embarquée possible). Ce bordereau Cerfa ou le bon de pesée sera remis à l'agent de l'établissement présent à l'enlèvement.

Une fois évacués, les déchets qu'ils contiennent seront, en fonction de leur type, triés, recyclés ou détruits dans les règles de l'art et dans le respect des réglementations nationales et européennes en vigueur.

Transport :

Les déchets seront collectés dans les locaux de l'IGN par le titulaire et acheminés jusqu'au point de traitement.

Le candidat devra être habilité pour le transport par route et en conformité avec la réglementation en vigueur ADR (Accord Européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route) pour les filières qui l'exigent.

Les candidats fourniront la preuve du récépissé de déclaration pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets.

Conformément aux dispositions des articles L.1431-3 et D.1431-1 à D.1431-23 du Code des transports relatifs à l'information sur la quantité de gaz à effet de serre émise à l'occasion d'une prestation de transport, le titulaire s'engage à fournir à l'IGN, au plus tard deux mois après la réalisation de la prestation, une information relative à la quantité de gaz à effet de serre émise pour le transport des déchets, conformément aux modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Le calcul des émissions de GES doit suivre la méthodologie définie par la norme NF EN ISO 14083, qui prend en compte l'ensemble des phases du transport, y compris la phase amont de production des sources d'énergie

ARTICLE 6 – MODALITES DE VALORISATION DES DECHETS

Dans son mémoire technique, le candidat devra proposer les moyens les plus adaptés à une valorisation maximale des déchets, dans un double souci de respect de l'environnement et de productivité.

La valorisation des déchets qui font l'objet de ce marché est calculée selon les indices de références indiqués à l'annexe à l'acte d'engagement pour les lots 1 et 5, indices en vigueur à la date de récupération. Ainsi le titulaire est tenu de reverser à l'IGN les sommes résultantes de la revente de ces déchets.

Les sommes sont établies sur la base des informations figurant sur les tickets de pesées effectuées sur le site de traitement du prestataire.

Les tickets de pesées devront comporter au minimum les informations suivantes :

- la quantité (poids),
- la nature générique du déchet collecté selon les catégories de déchets (papier, cartons, bois, métaux),
- l'identifiant, le libellé et le mois de référence de l'indice.

L'IGN se réserve le droit pendant l'exécution du marché, si la rentabilité économique du tri n'était plus avérée, consécutivement à une baisse des cours ou à une baisse de l'efficacité du triage, de reclasser un ou plusieurs types de déchets en DIB. Ces déchets seraient alors collectés selon les conditions du DIB que ce soit en termes de coût ou en termes de retraitement.

A la fin du présent marché, les contenants mis à disposition seront enlevés par le prestataire sans indemnité ou surcoût. Il établira une facture de solde du marché.

ARTICLE 7 – TRACABILITE – TRAITEMENT – RECYCLAGE - TRANSPARENCE

Le titulaire devra envoyer systématiquement les certificats de destruction des déchets concernés : batiments@ign.fr

Le titulaire délivrera, à sa charge, un bordereau de suivi de déchets (BSD) conforme à la réglementation en vigueur précisant et permettant d'apprécier :

- Les conditions de destruction ou de recyclage des déchets dans le respect des réglementations en vigueur,
- l'identification des destinataires finaux des déchets et leur utilisation ultime (nature exacte de la filière, procédures, nom et coordonnées précises du prestataire et/ou du sous-traitant éventuel en charge des opérations, etc.),
- les conditions de revente des déchets valorisés (poids, indices de référence, date de la transaction, prix unitaire de la transaction), permettant de corroborer les mentions produites par le titulaire sur les tickets de pesées.

Pour chacun de ses sites, le candidat devra obligatoirement s'engager sur la conformité réglementaire des installations de traitement proposées : fourniture des récépissés ICPE de déclaration ou d'autorisation en s'attachant à respecter la définition des déchets.

Si le centre de traitement ne peut pour des raisons diverses accueillir ces déchets, le titulaire expédiera ces derniers vers un autre exutoire en capacité de recevoir l'intégralité de la production et prendra à sa charge l'éventuel surcoût afférent. L'établissement concerné sera le cas échéant, informé par le candidat de ces dispositions transitoires. Le candidat devra spécifier dans son offre les références de l'exutoire de secours envisagé et inclure les documents réglementant son fonctionnement (fourniture des récépissés de déclaration / autorisation ICPE).

Les factures ne seront recevables qu'à la condition expresse d'être accompagnées des bons d'enlèvement et des attestations d'élimination des centres de traitement pour les déchets concernés (ticket de pesée + BSD). Dans le cas contraire, la prestation sera jugée incomplète et donc non facturable.

Devoir d'information

Le titulaire s'engage à informer l'IGN de toute modification de la réglementation, de la norme en vigueur, de son processus de traitement des déchets collectés.

ARTICLE 8 – OPERATIONS DE CONTROLE DE L'EXECUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATION

8.1 CONTROLES A LA CHARGE DU TITULAIRE

Le titulaire veille à ce que les normes de qualité mises en œuvre pour l'exécution des prestations attendues soient appliquées sans défaut jusqu'au terme de la prestation dont il est responsable.

Il effectue tous les contrôles de cohérence nécessaires à la bonne réalisation des prestations attendues. Il soumet à l'IGN le détail des moyens mis en œuvre et lui fait connaître la procédure qualité activée.

En cas d'incident, le titulaire fournit à l'IGN les procédures ou actions correctives mises en œuvre.

Au titre de son devoir de conseil, le titulaire doit notamment informer l'IGN de tous dysfonctionnements constatés lors de la réalisation des prestations. A défaut d'information, le titulaire ne pourra en aucun cas demander à l'IGN de supporter la conséquence du mauvais tri.

8.2 CONTROLES REALISES PAR L'IGN

Afin de contrôler le respect des engagements contractuels, l'IGN se réserve le droit de demander, en cours d'exécution du marché, toutes les informations qu'il jugerait utiles au suivi de l'exécution des prestations.

L'IGN se réserve également la possibilité d'effectuer des contrôles de la qualité d'exécution des prestations, sur les lieux d'exécution du marché.

ARTICLE 9 – INSTANCES DE PILOTAGE ET DE SUIVI

Une réunion de lancement du marché réunissant les représentants du titulaire et les interlocuteurs de L'IGN, après la notification du marché.

Cette réunion a pour objectif de fixer le calendrier de mise en place du marché, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations et leur calendrier prévisionnel.

Lors de la réunion de lancement, le représentant du titulaire doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique / chargés de l'exécution opérationnelle des prestations.

Cette réunion de lancement a lieu dans les 15 jours ouvrés suivant la notification du marché.

A l'issue des trois premiers mois d'exécution, un point pourra être réalisé si besoin avec le titulaire (point en distanciel suivi d'un compte rendu à la charge du titulaire) afin de procéder si nécessaire à des ajustements de la prestation (fréquence adaptée, tri correctement réalisé, ...).

Une réunion de bilan annuel pourra être programmée si nécessaire afin de permettre d'échanger sur l'exécution du marché et ses optimisations possibles, partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées. Cette réunion aura lieu principalement en distanciel.

Dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions peuvent être organisées ponctuellement soit à la demande de l'IGN, soit à la demande du titulaire.

Des réunions ponctuelles pourront être faites à la demande de l'IGN et/ou du Titulaire. Ces réunions pourront être tenus par visioconférence si les points évoqués ne nécessitent pas de visite de site.

Pour chaque lot, le prix de ces réunions est réputé intégré aux prix du marché.

ARTICLE 10 – REPRISE DU MATERIEL EN FIN DE MARCHÉ

Un planning de fin d'exécution entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sera réalisé 2 mois avant la fin du marché afin de définir le calendrier de reprise des équipements afin d'éviter toute discontinuité entre le marché actuel et le nouveau marché.

L'IGN s'engage à restituer les équipements en état de fonctionnement. La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée si le dysfonctionnement des équipements est dû à un mauvais entretien du titulaire.

ARTICLE 11- CONTEXTE REGLEMENTAIRE GENERAL

- La LTECV (loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte) couvre les différents domaines clés de la transition énergétique et contient de nombreuses mesures dont La lutte contre les gaspillages et la promotion l'économie circulaire, en particulier en visant le découplage progressif entre la croissance

économique et la consommation de matières premières, en développant le tri à la source (notamment des déchets alimentaires et des déchets des entreprises) et les filières de recyclage et de valorisation (par exemple dans le secteur du bâtiment)

- Le plan national de prévention des déchets 2021-2027 publié par arrêté du 2 mars 2023 actualise les mesures de prévention des déchets au regard des nombreuses réformes engagées en matière d'économie circulaire depuis 2017. Il constitue un document de synthèse et de suivi des mesures de prévention des déchets inscrites dans différents textes législatifs, réglementaires ou programmatiques
- Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
- Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Ile de France
- Décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
- Loi du 13 juillet 1992 (loi Royal), qui établit la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) : chaque entreprise est responsable de la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou la valorisation des déchets, même lorsqu'ils sont transférés à un tiers (stockage, transport, traitement...). En résumé : chacun doit payer la note de sa production de déchets.

ARTICLE 12- CONTEXTE REGLEMENTAIRE CONCERNANT LES DECHETS

- Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux, entré en vigueur au 1er janvier 2022 qui crée l'article R.541-48-3 .
- Cas spécifiques des biodéchets: aux termes de l'article L.541-21-1 du code de l'environnement, depuis 2016 tous les professionnels produisant plus de 10 tonnes de biodéchets par an doivent mettre en place un tri à la source des biodéchets. A partir du 1er janvier 2023, ce seuil est abaissé à 5 tonnes de biodéchets par an. Enfin, à partir du 31 décembre 2023, l'obligation de tri à la source s'applique à tout professionnel produisant des biodéchets.
- Décret n° 2012-22 du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des déchets d'éléments d'ameublement
- Décret n° 2012-291 du 29 février 2012 relatif à l'harmonisation des consignes de tri des déchets d'emballages ménagers
- Décret n°94-609 du 13 juillet 1994, au-delà d'une production de 1 100 litres/semaine, les détenteurs (qui ne sont pas des ménages) doivent assurer leur valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

ARTICLE 13- CONTEXTE REGLEMENTAIRE CONCERNANT LES DECHETS DANGEREUX

- Le décret 2021-321, issu de la Loi AGECE, impose la dématérialisation de la traçabilité des déchets dangereux et/ou contenant des POP. Les arrêtés ministériels du 21 décembre 2021 relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets d'amiante fixent les dispositions réglementaires pour l'usage de la plateforme et rendent obligatoire la traçabilité dématérialisée pour les déchets concernés (dangereux et amiante) depuis le 1er janvier 2022.
- Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives
- Caractéristiques précises des déchets dangereux (à l'annexe III)
- Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges
- Réglementation des étiquetages et emballages des substances et mélanges dangereux

- Règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants
- Liste des polluants organiques persistants
- Décision 2000/532/CE de la Commission européenne du 3 mai 2000
- Nomenclature des déchets (incluant les déchets dangereux)
- Code de l'environnement : article L541-2
- Responsabilité du producteur ou détenteur du déchet
- Code de l'environnement : article L541-7-2
- Interdiction des mélanges de déchets
- Code de l'environnement : article R541-7
- Etablissement d'une liste européenne unique des déchets
- Code de l'environnement : article R541-8
- Définition de déchet dangereux & polluants organiques persistants
- Code de l'environnement : article R541-43
- Conservation du registre de suivi
- Code de l'environnement : article R541-45
- Modifications du bordereau dans Trackdéchets
- Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)
- Réglementation du transport de marchandises dangereuses
- Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments
- Contenu des registres
- Arrêté du 30 août 2023 relatif à l'identification des substances dangereuses dans les produits générateurs de déchets
- Liste des substances dangereuses